

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉCISIONS D'ALÈS AGGLOMÉRATION

Service : Développement Economique  
Tél : 04 66 55 84 00  
Réf : AL/GD.2026.D019

**Objet : Convention de mise à disposition de locaux à titre onéreux au sein du bâtiment Le HUP avec l'association France Active Airdie-Occitanie pour 2026**

**Le président d'Alès Agglomération,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L2125-1,

**Vu** la délibération C2024\_03\_17 du conseil de communauté du 27 juin 2024 portant délégation du conseil de communauté au président en application des dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales, modifiée par la délibération C2024\_05\_18 du conseil de communauté du 18 décembre 2024,

**Vu** la délibération C2025\_05\_01 du conseil de communauté du 17 décembre 2026 relative aux tarifs et redevances de la Communauté Alès Agglomération,

**Vu** la décision n°2021/0416 du 13 décembre 2021 relative à la signature à titre onéreux d'un bail de location de locaux sis 6 place des Martyrs de la Résistance à Alès entre la ville d'Alès et la Communauté Alès Agglomération,

**Vu** le bail de location à titre onéreux conclu entre la ville d'Alès et la Communauté Alès Agglomération pour le bâtiment Le HUP sis 6 place des Martyrs de la Résistance à Alès,

**Considérant** que la ville d'Alès, propriétaire du bâtiment Le HUP, a expressément autorisé la Communauté Alès Agglomération à sous-louer une partie de celui-ci,

**Considérant** que dans le cadre de sa compétence développement économique, la Communauté Alès Agglomération a conféré à ce bâtiment la fonction d'être un guichet unique pour les entreprises et les porteurs de projets du territoire,

**Considérant** que l'association France Active Airdie-Occitanie souhaite pouvoir bénéficier de locaux dans le cadre de l'exercice de ses missions,

**Considérant** que l'association France Active Airdie-Occitanie a pour but de favoriser l'insertion économique des personnes en difficulté et accès à l'emploi pour la création d'entreprises locales et durables en mutualisant des initiatives et des financements solidaires,

**Considérant** que ces actions sont en adéquation avec celles que la Communauté Alès Agglomération entend développer au sein du bâtiment Le HUP,

**Considérant** que la Communauté Alès Agglomération a donc proposé à l'association France Active Airdie-Occitanie la mise à disposition, à titre onéreux, de locaux au sein du bâtiment Le HUP,

## DÉCIDE

### ARTICLE 1 :

Une convention sera signée entre la Communauté Alès Agglomération, représentée par son président et l'association France Active Airdie Occitanie représentée par son président, M. Patrick JACQUOT et dont le siège social est situé Le Thèbes - 26 allée de Mycènes - 34000 Montpellier, pour la mise à disposition de locaux au sein du bâtiment Le HUP.

### ARTICLE 2 :

La convention précisera les conditions et les modalités de la mise à disposition.

La mise à disposition sera conclue pour une durée de 12 mois qui commencera à courir le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre 2026.

Cette mise à disposition se fera à titre onéreux moyennant une participation forfaitaire correspondant au remboursement des frais supportés par la Communauté Alès Agglomération pour les charges locatives. Cette participation est d'un montant de 350 €/ an.

Ladite redevance s'entend hors TVA, la présente location n'entrant pas dans le champ d'application de cette taxe et sera payable annuellement à terme échu sur présentation d'un titre de recettes établi par les services de la Communauté Alès Agglomération.

### ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur général de la Communauté Alès Agglomération et Monsieur le receveur communautaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Alès, le 17 MARS 2026

Le président

Christophe RIVENQ



La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté Alès Agglomération, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Envoyé en préfecture le 17/03/2026

Reçu en préfecture le 17/03/2026

Publié le 17/03/2026

ID : 030-200066918-20260317-2026\_0146-AI

